

PCF
Parti communiste français

Fédération de Seine et Marne

264 rue de la Justice BP 118 - 77004 Melun Cedex
Tél : 01.64.79.75.10 - Fax : 01.64.79.75.15
mail : pcf77@wanadoo.fr

INFO FEDE
Seine et Marne

9 Août 2013

Le courage par Jaurès

Il y a parfois dans l'actualité, le concentré des enjeux du moment, un éclairage saisissant sur les tensions et les dangers mais aussi sur les avancées et les possibles.

A quelques jours près, il y a 110 ans, Jean Jaurès faisait son discours à la jeunesse, avec l'une des formules sur le courage : « le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de noire bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques. ». Dans ce discours, il y avait bien d'au-

tres choses. Le 31 juillet dernier, Patrick Le Hyaric rappelait combien la pensée de Jaurès était toujours vivante et brûlante. La clameur des autres est venue de Tunis. Après l'assassinat de Mohamed Brahmi, le 28 juillet, le peuple tunisien a exprimé sa colère et sa réaction à une société libérée du pouvoir des islamistes.

Après le renversement de Ben Ali, un nouveau bras de fer est engagé. La fête de l'Humanité permettra d'exprimer notre solidarité aux forces progressistes et populaires tunisiennes et plus largement à toutes les forces neuves qui travaillent à la paix comme

AGENDA

- **20 août** : rendez-vous national de diffusion à la Section de La Courneuve
- **31 août** : Concours de pétanque des sections de Moret/Montereau à Cannes Ecluse
- **4 septembre** : Assemblée Générale de rentrée de la section de Mitry
- **4 septembre** : rendez-vous national de la vignette sur le chantier de la Fête



disait Jaurès, partout dans le monde.

terres qui lui avaient apporté plus

fortement leurs soutiens lors de l'élection présidentielle, apparaît une nouvelle fois comme une occasion manquée pour prendre la juste mesure des enjeux et à agir en c o n s é -

femmes et les hommes de notre pays. Dans son discours à la jeunesse, Jaurès invitait à juger les hommes avec bienveillance, c'est à dire avec équité. Sur les questions de l'emploi, Hollande n'a apporté rien de neuf, or les politiques d'austérité, de réduction du « cout du travail » menées depuis 18 mois conduisent à un chaos, à une situation politique, économique et sociale très dangereuse. Nous les communistes, nous ne laisserons pas toutes celles et ceux qui ont voulu le changement dans la désespérance. Le Président, avec sa formule sur les vacances des ministres: « il s'agit de repos, mais pas de rupture » reste camper sur ses choix politiques. Se reposer, c'est ce à quoi on aspire après une vie de travail.

La bataille des retraites sera la grande question des prochaines semaines. En discutant de l'avenir des retraites, nous parlerons salaire et emploi, de la société dans laquelle nous voulons vivre et laisser à nos enfants. La fête de l'Humanité viendra dans la foulée de la grande journée d'actions syndicales du 10 septembre et quelques jours avant la présentation en conseil des ministres du texte sur les retraites. Les 3 journées dans le Parc départemental Georges Valbon à La Courneuve se-



En France, les médias ont braqué caméras et micros sur les déplacements du Président de la République en Vendée. Le Hollande tour avait toujours pour thème l'emploi.

Les stratégies de communication et d'occupation de l'espace médiatique, et l'optimiste présidentiel sont une chose, mais ils ne remplaceront jamais la force du retour du réel. Sur les marches de l'agence de Pôle Emploi à la Roche-sur-Yon, cette réalité avait un visage, celui d'une privée d'emploi âgée de 50 ans. A l'évidence, François Hollande n'avait pas dans sa boîte à outils une réponse concrète, une solution. Des contrats aidés sont mis en place, certes, mais ce dont a besoin notre pays, c'est d'un véritable plan de relance, d'une politique qui ne tourne pas le dramatiquement le dos à l'espoir d'un changement. La tournée estivale de Hollande sur des



sances de l'argent avec un nouveau transfert de 30 milliards d'euros, avec un véritable hold-up sur le livret A, aucune annonce de changement de cap n'est faite pour une amélioration de la vie. Pour celles et ceux qui n'ont que leur travail comme capital, les services publics comme patrimoine, ne plus avoir peur du proche avenir, voilà ce qui est attendu.

Le style présidentiel fait de bonhommie et d'assurance est en total décalage avec ce que vivent et ressentent les

ront à la disposition des forces populaires et unitaires pour refuser de nouveaux reculs et faire la démonstration que les alternatives sont à portée de main à condition d'en avoir la volonté et l'audace.



SECTIONS	Proposition 2013	annoncées au 9 Août	Objectif pour le 20 août
Mitry	1000	107	200
Chelles	500	90	137
Lagny	160	35	50
Champs	280	16	35
Torcy	260	41	56
Meaux	120	36	50
Crécy	180	30	59
Ferté	100	15	30
Coulommiers	150	39	74
Montereau	160	38	84
Nangis	160	29	61
Provins	120	30	59
Agglo Melun	700	293	355
Brie/Savigny	110	20	30
Roissy	300	42	53
Tournan	70	12	36
Rozay	100	17	23
Snecma	150	23	40
Fontainebleau	150	31	65
Moret	150	68	83
Nemours	80	14	22
Divers		60	60
Fédération		3	3
Total	5000	1089	1664

URGENT

Merci de nous adresser le règlement des vignettes dès que possible. Le journal en a besoin pour assurer une bonne préparation de la Fête. (chèque à l'ordre de PCF 77)

Matériels

Matériel Fête de l'Huma, affiches, bandeaux et flyers.

Argumentaire retraite 60 ans à taux plein.

Tract de la semaine «ÉTÉ SACRIFIÉ DES MINISTRES» dérisoire quand on pense aux vrais oubliés des vacances

A venir : un 4 pages de l'Humanité

**Point de la diffusion**

Le bon passage de relais des diffuseurs mobilisés en juillet aux camarades qui animent cette campagne en août est indispensable à la promotion et à la réussite politique de la fête. Nous nous sommes fixés des objectifs ambitieux à la hauteur des enjeux qui arrivent : réforme des retraites, modernisation de l'action publique avec une terrible recentralisation des lieux de décisions. **Poursuivons nos efforts pour faire participer un maximum de personnes à cette rentrée politique.**

Rendez-vous téléphoné : Prochain rendez-vous téléphoné **lundi 12 août** toute la journée : 01.64.79.75.10

Campagne d'abonnements à l'Humanité

L'Humanité lance une offre découverte d'1 mois pour 10 € : abonnement à l'Humanité des Débats du vendredi + L'Humanité Dimanche.

Des carnets sont disponibles à la Fédération.

Un argument pour la vente de la vignette !

Prix en pré-vente militante : **21€**

Dans les réseaux commerciaux (Fnac...), 30 € et 32 € sur place aux guichets de la Fête !

Accueil-Sécurité : C'est une activité à part entière qui contribue au succès de la Fête de l'Huma. Nous avons besoin de camarades qui s'engagent quelques heures ou plus dans cette activité. Inscriptions auprès de la Fédération.

Vie du Parti : écho des sections

Section de Fontainebleau
Dimanche 4 août distribution de tracts et diffusion de la vignette sur le marché.



Section de Moret/Montereau :
Samedi 31 août concours de pétanque à Cannes Ecluse

APPEL DE L'ANECR

Métropoles : Non au coup de force ! C'est aux citoyens de décider !

Au cœur de l'été, le gouvernement passe en force à l'Assemblée nationale, une loi qui modifie de fond en comble nos institutions territoriales.

Contrairement à ce qui avait été débattu avec les élus aux États généraux du Sénat, cette loi donne le signal d'une recentralisation considérable. Elle crée une nouvelle institution, la métropole, pour 11 grandes villes dont Paris, Lyon et Marseille.

Ces métropoles concerneront 30 millions d'habitants. La métropole serait la nouvelle clef de voûte de l'organisation de la République en concentrant un très grand nombre de pouvoirs stratégiques et de financements retirés aux communes, quasiment vidées de leur capacité d'agir au service de leurs populations. Cette loi s'en prend aussi aux compétences déléguées aux communautés d'agglomérations promises à déconstruction pure et simple. Les communes sont noyées dans des entités (conseil de territoire de 200000 à 300000 habitants) relevant des décisions centrales de la métropole, à l'image de simples « arrondissements ».

En Ile-de-France, la Métropole du Grand Paris sera créée au 1er janvier 2016 avec un Conseil métropolitain de plus de 200 membres réservant un quart des places aux élus de Paris. Une assemblée des maires aura voix consultative une fois par an.

Dans les faits, le président de la métropole et quelques vice-présidents « règnent » sur 6 millions d'habitants !

Cette solution technocratique et hypercentralisatrice éloigne les citoyens des décisions. Elle est profondément antidémocratique et inacceptable ! Elle est la négation, la fin décidée autoritairement des projets construits avec les habitants dans les communes, des dynamiques de territoires, et des coopérations entre collectivités.

C'est la fin de la démocratie locale !

Inefficaces, ces monstres technocratiques préparent une nouvelle ère de régression sociale. Ils produiront encore plus d'inégalités territoriales dans l'aire métropolitaine, avec l'effacement des services publics de proximité dans chaque territoire communal, intercommunal, départemental.

Cette loi signe aussi un immense chambardement pour les millions d'agents de la fonction publique d'État et territoriale, avec des services entiers regroupés ou transférés d'une institution à une autre, des coupes sombres dans les effectifs, des réorganisations autoritaires comme cela s'est, par exemple, produit pour France Télécom.

Ne laissons pas le gouvernement français abonder dans le sens des préconisations de la commission européenne qui veut régler le sort des collectivités.

Ce n'est pas encore fini !

La loi revient en seconde lecture en septembre au Parlement. Des mobilisations se construisent avec au cœur l'intervention nécessaire des citoyens.

Il faut un référendum en Ile-de-France comme dans toutes les régions impactées par les changements institutionnels.

L'article 72-1 de la constitution française garantit la participation des citoyens lors de la création d'une nouvelle collectivité territoriale. Ce fut le cas pour la Nouvelle-Calédonie, l'Alsace et la Corse.

Pourquoi ne pas l'organiser alors que ce projet de loi engage la vie quotidienne de 30 millions d'habitants de notre pays ?

C'est aux citoyens de décider !

⇒ **Refusez avec nous l'effacement des communes, des intercommunalités et des départements !**

⇒ **Refusez avec nous, la mise à mal des missions de service public gage d'efficacité et d'égalité !**

⇒ **Refusez avec nous, le mépris de la démocratie ! Alors qu'on bouleverse la République, les citoyens sont mis à l'écart ! Pas de changement des institutions démocratiques sans démocratie !**